

LA LETTRE #8



SOMMAIRE

ÉDITO

FOCUS SUR LE GROUPE DE TRAVAIL THÉMATIQUE N°6

RETOUR SUR LA CONFÉRENCE « MICROPOLLUANTS PRÉSENTS DANS LES MILIEUX AQUATIQUES ET LEUR IMPACT SUR LA SANTÉ HUMAINE. EXEMPLE DE L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE »

EAU, MÉGAPOLES...

PIREN-INFO

TRIBUNE LIBRE

ÉDITO

par Jean-Claude DEUTSCH, Président d'ARCEAU IdF

Nous voici arrivés à la fin de l'année 2016. Nous avons commencé l'année sur les suites de la conférence internationale « Eau, Mégapoles et Changement Global ». Illustration de notre hypothèse que beaucoup de problèmes concernant la gestion de l'eau dans les mégapoles sont similaires, le colloque de retour des résultats de la conférence vers les acteurs de l'eau de la Région Île-de-France a donné lieu à des discussions extrêmement intéressantes en mars dernier.

Toujours dans la continuation de la conférence, nous avons édité en collaboration avec le Programme hydrologique international de l'UNESCO un ouvrage intitulé « Eau, Mégapoles et Changement Global. Portrait de 15 villes emblématiques du monde » qui a été lancé en octobre dernier lors d'Habitat III à Quito et présenté également à la COP22.

Au niveau régional, le 21 juin a eu lieu l'atelier sur la séparation des eaux à la source qui a donné lieu à la création d'un groupe de travail animé par Jean-Pierre Tabuchi, chargé de mission au SIAAP et Fabien Esculier, chercheur à l'École des Ponts ParisTech.

Depuis le mois de septembre, notre association a pris en charge la cellule « transfert de connaissances » du programme de recherche PIREN-Seine, qui nous permettra d'approfondir la réflexion concernant le transfert de connaissances dans le domaine de l'eau. Cela nous a donné l'occasion d'accueillir Alexandre Deloménie en qualité de chargé de mission de cette cellule. Notre équipe a également été renforcée par le recrutement de Florine Estève et de Cyrielle Briand, impliquées dans les missions du groupe de travail n° 5 « Micropolluants ».

Le colloque « Micropolluants présents dans les milieux aquatiques et leur impact sur la santé humaine. Exemple de l'agglomération parisienne », co-organisé avec l'Académie de l'Eau les 23 et 24 novembre et qui a réuni plus de 200 participants, a été un véritable succès et a donné lieu à un partenariat exemplaire avec l'Agence de l'Eau Seine Normandie, le SIAAP, Eau de Paris, l'ASTEE-Île-de-France ainsi que le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer.

Sont prévus pour 2017 : un séminaire sur le transfert de connaissances dans le domaine de l'eau, un atelier sur la gestion des eaux pluviales dans les opérations d'aménagement, une conférence sur la qualité des rivières en Île-de-France, tout comme plein d'autres événements que nous allons vous dévoiler au fur et à mesure. En vous souhaitant une très bonne lecture,

Joyeuses fêtes à toutes et à tous !



FOCUS SUR LE GTT6

Séparation à la source des eaux usées domestiques

par Fabien ESCULIER et Jean-Pierre TABUCHI, co-animateurs du GTT6

Alors que le tri à la source des déchets solides est désormais largement répandu, permettant une valorisation optimisée de chaque type de déchet selon ses caractéristiques, ou encore la séparation à la source des eaux pluviales pour une gestion optimale, le tri à la source des eaux usées des ménages est quasiment inexistant en France. Pourtant, cette méthode de gestion des eaux usées domestiques fait l'objet de nombreuses recherches et réalisations à l'étranger depuis une vingtaine d'années.

Partant du principe que les eaux-vannes (c'est-à-dire les eaux des toilettes) ont une composition très différente du reste des eaux d'une habitation (eaux grises), une gestion différenciée des eaux-vannes et des eaux grises semble pouvoir permettre d'optimiser la valorisation de ces eaux résiduaires. Urines et matières fécales représentent en effet 1% du volume total d'eaux usées domestiques mais concentrent 90% des nutriments.

Quatre pays européens ont particulièrement investi ce nouveau paradigme depuis les années 1990, chacun avec des approches spécifiques : la Suède avec la séparation des urines, recyclées telles quelles en agriculture, la Suisse avec la séparation des urines et leur traitement décentralisé, l'Allemagne et les Pays-Bas avec la séparation eaux-vannes/eaux grises et des traitements décentralisés spécifiques.

L'Île-de-France s'est également investie sur le sujet récemment : dans la lignée des réflexions menées sur la soutenabilité du Grand Paris, une étude du SIAAP, menée en 2013, a montré que la séparation à la source des urines des nouvelles habitations à construire du Grand Paris pourrait s'avérer être une voie plus soutenable que l'extension du modèle actuel. Plus récemment, le projet OCAPI (**O**ptimisation des cycles **C**arbone, **A**zote et **P**hosphore en ville) porté par 3 laboratoires de recherche franciliens pour la période 2015-2018, a pour objectif d'étudier les différentes méthodes de gestion des eaux usées par séparation à la source et leurs leviers et verrous de développement dans les villes françaises, tant techniques que sociologiques.

Dans ce contexte, ARCEAU Île-de-France a organisé le 21 juin 2016 un colloque sur la séparation à la source des urines. Ce fut l'occasion de lancer officiellement son 6ème groupe de travail thématique (GTT) dont l'objet est la séparation à la source dans la gestion des eaux usées domestiques en milieu urbain. Ouvert à tous les acteurs potentiels de la séparation à la source, (collectivités, chercheurs, bureaux d'études, architectes, promoteurs immobiliers, entreprises du bâtiment, de gestion des eaux et des services urbains, services de l'État, etc.), ce groupe de travail a pour objectif de fédérer les acteurs intéressés par cette thématique en constituant un lieu de partage des idées et des connaissances. En outre, ce groupe de travail pourrait permettre de susciter l'intérêt, pour des porteurs de projet, de réaliser une ou plusieurs opérations pilotes en Île-de-France, avec l'appui du réseau constitué par ce GTT.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site d'ARCEAU :

<http://www.arceau-idf.fr/gtt6>

RETOUR SUR LA CONFÉRENCE

Micropolluants présents dans les milieux aquatiques et leur impact sur la santé humaine. Exemple de l'agglomération parisienne

23-24 Novembre 2016 - Cité de l'Eau et de l'Assainissement du SIAAP à Colombes

par Cyrielle BRIAND, chargée de mission - ARCEAU IdF

Les deux journées de conférence organisées par Arceau IdF et l'Académie de l'Eau ont eu pour objectif de rassembler les connaissances en matière de micropolluants dans les milieux aquatiques dans une perspective d'appui aux politiques publiques. Les différents partenaires et invités, regroupant scientifiques, gestionnaires de l'eau et représentants de collectivités, ont pu s'exprimer sous la forme de présentations et de tables rondes, et ont soulevé les problèmes scientifiques, techniques et réglementaires liés à la gestion des micropolluants dans les eaux urbaines.



Table ronde n° 2, de gauche à droite : Bilel Afrit - DRIEE, Régis Moilleron - LEESU, Catherine Carré - Paris 1 Sorbonne, Michel Joyeux - Eau de Paris, Johnny Gasperi - LEESU, Vincent Rocher - SIAAP et Bruno Tassin - LEESU.

Les micropolluants, une problématique anxiogène et mouvante

Les différents intervenants, qu'ils soient scientifiques ou gestionnaires, ont largement insisté sur le fait que les micropolluants restent « **un univers flou** qui connaît des emballements de temps en temps » malgré une lutte ayant débuté il y a presque 50 ans. Plus encore, la définition même de « micropolluants » est **imprécise et variable** selon les acteurs et bien souvent réduite aux perturbateurs endocriniens par le grand public. L'une des raisons de cette imprécision réside dans le **manque de connaissance** sur les sources et les flux de micropolluants entre les différents réservoirs naturels et anthropiques. En effet, la multitude de sources, d'usages mais aussi de propriétés physico-chimiques des différentes substances ne permet pas de raisonner sur des généralités mais nécessite une **approche au cas par cas**. Le degré de complexité augmente lorsque l'on s'intéresse au devenir des micropolluants et de leurs produits de dégradation dans l'environnement ou bien même dans le réseau d'assainissement. Si certains polluants dits **émergents**, comme les détergents, les résidus médicamenteux et les soins cosmétiques, s'ajoutent à la liste de substances préoccupantes, les pollutions anciennes (type PCB et HAP) ne sont pas encore bien caractérisées et les collectivités sont souvent confrontées

à des **pollutions historiques** importantes. Dans ce contexte, les listes de substances prioritaires établies dans le cadre de la Directive Cadre sur l'Eau, bien qu'indispensables, ne semblent pas suffisantes face aux 100 000 substances synthétiques recensées. Il apparaît alors absolument nécessaire d'**identifier et de hiérarchiser les risques** que représentent réellement ces micropolluants dans les eaux, en tenant compte du degré de toxicité et de l'exposition réelle à la fois environnementale et sanitaire. Il a par exemple été rappelé que la part de l'eau est de 10 à 20 fois plus faible que les autres voies d'exposition mais 100 fois plus mesurée que les aliments.

Une gestion intégrée

La question des micropolluants dans les eaux représente des enjeux à la fois environnementaux, sanitaires, économiques, sociétaux, réglementaires et scientifiques et nécessite donc une gestion intégrée. La grande diversité des intervenants a mis en lumière la nécessité d'une prise de conscience globale et de la mutualisation des efforts. Si l'**expertise scientifique et technique** est primordiale, un réel partenariat entre les chercheurs et les **gestionnaires** permet d'identifier les demandes et les besoins opérationnels pour l'élaboration d'outils de gestion (exemple du projet OPUR). L'ONEMA est moteur dans ces questions de gestion intégrée et donne l'impulsion en soutenant les 13 projets territoriaux qui impliquent fortement les **collectivités** dans la lutte contre les micropolluants dans les eaux urbaines. En ce qui concerne les émissions de micropolluants, si les activités industrielles et agricoles sont depuis longtemps identifiées comme des sources polluantes, la contribution des eaux urbaines, et notamment des effluents domestiques, n'est pas encore suffisamment considérée comme telle par le **grand public**. L'implication des sciences humaines et sociales s'avère alors très utile pour étudier les pratiques et les moteurs des changements de pratiques comme ce qui a pu être observé pour les parabènes. Par ailleurs, la pollution des **industriels** liée à la diffusion de produits de synthèse vers les différents publics reste à caractériser. Enfin, l'ensemble des intervenants s'est accordé sur l'importance des **politiques publiques** et d'un renforcement réglementaire comme véritable levier. Le nouveau Plan Micropolluants, le règlement européen REACH, mais aussi l'interdiction des pesticides pour les collectivités (2017) et les particuliers (2019) sont à ce titre des avancées précieuses.

Gestion curative et préventive

L'accent a été porté sur les **progrès des traitements curatifs** vis-à-vis des micropolluants dans les filières de l'eau potable et des eaux usées. Malgré tout, les effluents de STEP contiennent toujours des micropolluants et une grande partie des composés éliminés des eaux se retrouvent en réalité dans les boues d'épuration. C'est pourquoi de **réels efforts préventifs** doivent être faits à la fois sur les sources et les voies de transfert des micropolluants. Cette gestion à l'amont passe notamment par des plans de protection de captages pour les zones agricoles. Pour les zones urbaines, la qualité des eaux pluviales étant en grande partie contrôlée par la typologie du bassin versant, l'amélioration des pratiques des collectivités ou des particuliers et les changements de matériaux de construction pourraient limiter les émissions de micropolluants vers les eaux de ruissellement. Par ailleurs, la gestion à l'amont



des eaux pluviales permet de **réduire les volumes** à traiter en évitant les mélanges d'effluents plus ou moins chargés, ainsi que les **risques de contamination** intervenant **au sein même du réseau**, soit par contact avec les eaux usées (mauvais branchements), soit par l'érosion de polluants précédemment déposés dans les tuyaux. Aussi, les ouvrages de biorétention favorisant la filtration et la dégradation des micropolluants offrent une solution prometteuse pour la gestion des eaux plus fortement chargées. La gestion à la source des eaux de ruissellement apparaît donc comme un véritable enjeu pour la réduction des flux urbains de micropolluants, mais également pour la valorisation de la ressource dans le contexte actuel de changement climatique.

La conférence en chiffres :

204 participants

43 contributeurs et intervenants

25 interventions

4 sessions

2 tables-rondes

2 heures d'échanges avec la salle

Organismes participants :

Organismes publics : 45%

Organismes de recherche : 22%

Organismes privés : 21%

ONG ou associations : 12%

Partenaires de l'événement : l'Agence de l'Eau Seine Normandie, le SIAAP, Eau de Paris, l'ASTEE et le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer.

Pour plus d'informations, consultez le site web de la conférence :

<https://seinemupoll2016.sciencesconf.org>

EAU, MÉGAPOLES ...

par Bruno NGUYEN, consultant sénior - UNESCO-PHI et Jean-Claude DEUTSCH, Président d'ARCEAU IdF

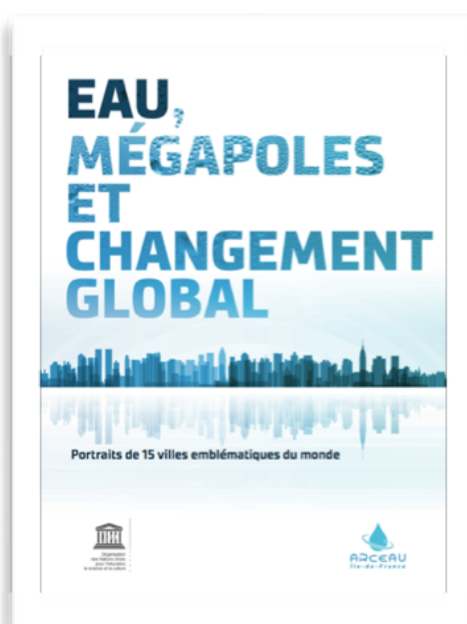
La conférence « Eau, Mégapoles et Changement Global », tenue à l'UNESCO à Paris en décembre 2015 à l'occasion de la COP21, a fait passer un message clair au reste du monde : les villes et centres urbains auront un rôle majeur à jouer dans la réalisation des objectifs du développement durable ; en particulier concernant l'objectif numéro 6 de l'Agenda 2030 pour un accès universel aux services d'eau et d'assainissement, qui ne pourra être atteint sans l'implication des plus grandes villes du monde.

On parle de mégapoles, sans qu'il y en ait une définition consensuelle et précise, notamment sur ses frontières ; comme si ces monstres de plus de 10 millions d'habitants restaient difficiles à appréhender et dépassaient la conception commune des villes. Sauf exception, les mégapoles sont composées d'une mosaïque d'entités administratives regroupant un centre-ville et des banlieues étendues, sans nécessairement un mode de gouvernance centralisée, ce qui renforce leur caractère intangible.

C'est l'ONU qui dans les années 1970 a fixé le seuil des mégapoles à 10 millions d'habitants (précédemment 8 millions) ; et historiquement, la première mégapole à voir le jour a été New York en 1950, suivie dès 1960 par Tokyo. Depuis lors, le nombre de mégapoles n'a cessé d'augmenter exponentiellement. D'après le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, le monde comptait 3 mégapoles en 1970, 10 mégapoles en 1990, et 28 mégapoles en 2014. Selon les projections, il y aura 41 mégapoles en 2030 ; et les nouvelles mégapoles qui apparaîtront entre 2014 et 2030 seront toutes situées dans les pays et régions les moins développés.

Les mégapoles historiques se sont bâties dans les pays développés au cours d'une urbanisation certes croissante mais qui s'est développée sur plusieurs siècles ; les nouvelles mégapoles, et celles qui sont en devenir, apparaissent dorénavant en quelques décennies dans les pays les moins développés qui n'ont souvent pas eu le temps ni les moyens de développer leurs services urbains, y compris ceux de l'eau, de l'assainissement, et de l'évacuation des eaux de pluies.

Malgré ces différences entre mégapoles historiques et récentes, il existe de nombreux points communs partagés par ces centres urbains en raison de leur taille démesurée : des conditions socio-économiques amenant des déséquilibres entre quartiers riches et quartiers pauvres – voire extrêmement pauvres, un poids environnemental et industriel qui pèse largement sur les ressources naturelles de toute la région et au-delà, un poids économique majeur pour la région et souvent pour le pays, des centres de savoirs académiques et de formation universitaire, et des opérateurs de service essentiels de grande taille.



Toutefois, ces similitudes ne sauraient cacher des disparités significatives comme la vulnérabilité au changement climatique et l'état des ressources naturelles, en particulier pour ce qui concerne les ressources en eau dont l'appauvrissement en qualité et en quantité annonce des défis majeurs ne serait-ce que pour conserver le niveau de service actuel.

Depuis 2011, le monde est devenu en majorité urbain, et il n'y aura pas de retour en arrière. Il est essentiel aujourd'hui que les mégapoles actuelles et en devenir partagent leurs expériences et apprennent des autres afin de développer des services d'eau et d'assainissement urbains résilients à la mesure des attentes de leurs habitants, et qui puissent résister efficacement aux effets négatifs du changement climatique.

Enfin, les mégapoles partagent aussi les inégalités qui pèsent sur les femmes concernant l'absence d'accès aux services et ses conséquences en matière de travail et d'éducation. Les nouveaux risques dus au changement climatique et qui pèsent sur l'eau sont exacerbés dans les mégapoles ; ils doivent nous interroger sur la place des femmes, à la fois dans les processus de décisions et de mise en place de moyens requis pour lutter contre les effets néfastes, mais aussi en tant que groupe disposant de capacités propres d'adaptation et de développement de la résilience.

Nous sommes fiers de vous annoncer la sortie de l'ouvrage « Eau, Mégapoles et Changement Global. Portrait de 15 villes emblématiques du monde », le résultat d'un travail coopératif et majoritairement bénévole de 33 auteurs et co-auteurs, co-édité par ARCEAU-IdF et l'UNESCO au travers de son Programme Hydrologique International.

Ce livre contient les résumés des monographies de 15 mégapoles dont les versions en 3 langues (anglais, français, espagnol) ainsi que les versions longues (anglais et français) sont mises à disposition en version électronique sur clé USB ou par téléchargement depuis les sites des éditeurs.

Ces 15 mégapoles, Beijing, Buenos Aires, Chicago, Ho Chi Minh Ville, Istanbul, Lagos, Londres, Los Angeles, Manille, Mexico, Mumbai, New York, Paris, Séoul et Tokyo, ont une population cumulée estimée à plus de 300 millions d'habitants, ce qui est comparable à la population des États-Unis d'Amérique, ou à celle de la zone Euro. Suivant l'exemple de Kinshasa dont la monographie est disponible aujourd'hui en version électronique, nous encourageons d'autres mégapoles à réaliser leurs propres monographies qui viendront compléter le tableau et l'enrichir de leurs expériences particulières.

Nous souhaitons aux lecteurs de cet ouvrage une bonne lecture qui ne manquera pas de les surprendre parfois, de piquer leur curiosité souvent, et de les intéresser toujours.

Vous pouvez consulter l'ouvrage en ligne :

www.arceau-idf.fr, www.eaumeqa.org, www.unesco.org

PIREN-INFO

par Alexandre DELOMÉNIE, chargé de mission, ARCEAU IdF - cellule « transfert des connaissances » du PIREN-SEINE

Le programme de recherche PIREN-Seine (Programme Interdisciplinaire de Recherche sur l'Environnement de la Seine) a tenu son colloque annuel les 6 et 7 octobre derniers, dans l'auditorium Marie Curie du CNRS, à Paris. Ce rassemblement fut l'occasion pour les chercheurs de présenter les résultats de leurs dernières recherches, mais également pour les partenaires de donner leur regard sur les avancées du programme, et sur les actions à mettre en place sur le bassin de la Seine. Parmi eux, les représentants de deux établissements publics partenaires du programme ont d'ailleurs fait l'honneur de leur présence : Patricia Blanc, directrice générale de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) et Régis Thépot, directeur général de l'EPTB



L'auditorium Marie Curie du CNRS, où s'est déroulé le colloque

Seine Grands Lacs qui se sont exprimés à la tribune pour féliciter le travail des chercheurs et des gestionnaires du programme, mais aussi pour appeler à une meilleure communication des savoirs vers la société civile.

Le transfert des savoirs au cœur des débats

Le colloque s'est étalé sur deux journées, au cours desquelles les scientifiques de chaque axe du programme ont présenté un exposé de leurs recherches, fait un point sur les données acquises, et indiqué les analyses qui seront menées par la suite. Mais cette réunion fut également un moment d'échanges et de débats.

Dès la fin de la première session de présentation, consacrée au pôle des sciences sociales du PIREN-Seine, une discussion s'est engagée sur l'importante question de la place du chercheur dans la mise en place d'actions concrètes de son objet de recherche au sein de la société civile.

En reprenant l'exemple des nitrates, dont les effets néfastes ne font plus aucun doute au sein de la communauté scientifique, mais dont la gestion à l'échelle de la société reste très préoccupante, la question de la responsabilité des chercheurs, dans le manque d'information et la mise en place de mesures politiques très éloignées des véritables recommandations, a été posée : Les chercheurs doivent-ils s'investir de certaines questions de société et tenir un discours plus robuste ? A quel point les scientifiques peuvent-ils simplifier leur discours, sachant que certains gestionnaires de l'eau demandent déjà une meilleure vulgarisation ? La question de la relation avec la presse et le monde médiatique en général a également été abordée. Le PIREN-Seine doit-il s'engager publiquement, éditer des communiqués de presse, participer à la vie médiatique ? Est-ce nécessaire ? Est-ce souhaitable ?

La teneur des échanges et la volonté des membres du PIREN-Seine de s'investir dans une meilleure communication de l'information scientifique a confirmé l'importance de confier cette mission à une cellule spécialisée dans la transmission du savoir. C'est aujourd'hui la place qu'occupe au sein du programme l'association ARCEAU-IDF, dont l'objectif est d'opérer, par différents moyens, un transfert des connaissances scientifiques dans le domaine de l'eau vers la société civile.

L'adaptation au changement climatique et les événements extrêmes, un défi pour demain

Le colloque a également été l'occasion pour les chercheurs et les gestionnaires d'aborder un des aspects les plus fondamentaux au sein du programme : la proposition de scénarios d'adaptation au changement climatique. Sarah Feuillette, responsable du service Prévision, Évaluation et Prospective à l'Agence de l'Eau Seine Normandie et Nicolas Flipo, directeur du PIREN-Seine, se sont chacun exprimés au pupitre de l'auditorium lors d'une session spéciale, consacrée à la stratégie d'adaptation du bassin et à la crue du printemps 2016. Si ces présentations ont permis de faire un point sur les avancées du programme, elles ont également lancé le débat de l'implication du PIREN-Seine à un niveau plus global concernant l'adaptation au changement climatique.

Car si la stratégie se doit d'être adaptée aux particularités de chaque zone du bassin, elle est également tenue de s'inscrire dans une gestion nationale, voire européenne, des effets du changement climatique. Il convient alors de s'accorder sur les messages et les recommandations qui sont envoyés vers les pouvoirs publics, et d'agir pour un changement général de la gestion de l'eau. C'est dans cette optique que l'analyse de la crue exceptionnelle de mai 2016 prend tout son sens. Cet événement pourrait en effet devenir une base solide pour proposer des mesures de gestion des inondations, et servir de repère dans la mise en place de mesures concrètes pour lutter efficacement contre les crises. Crises qui, du fait du changement climatique, n'auront de cesse de se multiplier dans les décennies à venir.

Contact : alexandre.delomenie@arceau-idf.fr

TRIBUNE LIBRE

Le Banquet médiéval

par Michel DESBORDES, hydrologue urbain

En 1978, l'université de Southampton organisa la première conférence internationale entièrement consacrée à l'hydrologie urbaine. Beaucoup de ceux qui allaient non seulement se revoir souvent, mais devenir amis, assistaient assidûment aux conférences. L'ambiance était donc plutôt studieuse jusqu'au soir du dîner de gala. Ce dernier devait se dérouler dans une ancienne abbaye médiévale, chez, prétendait-on, le Comte et la Comtesse de Beaulieu (prononcez « Bioulé »). A l'heure dite, en soirée, des cars conduisirent les congressistes à travers la charmante campagne anglaise, vers le lieu des festivités...

Le cadre était magnifique, les décors médiévaux : serveurs en costumes d'époque, musiciens pratiquant des instruments anciens. L'ambiance générale ne se prêtait pas au chahut d'étudiants. Seuls, le « Comte » et la « Comtesse » de Beaulieu, siégeant à une table d'honneur, semblaient avoir quelque chose d'artificiel pour celui qui examinait les lieux avec un rien de malice...

Le repas était plutôt frugal et la soirée se déroulait dans le calme, même si, à certaines tables, les effets de la consommation du vin « de la propriété », un porto de faible degré, commençaient à se faire sentir. Et puis soudain, un nouveau spectacle, un rien anachronique : une jeune femme blonde et voilée, portant un serpent de bonne taille autour du cou, se lança dans un numéro de danse orientale. Certains, qui n'étaient plus tout à fait des « gentlemen » firent quelques commentaires mais qui ne troublèrent ni la danseuse, ni l'assistance et encore moins le reptile.

Et tout à coup, le bustier de la jeune femme se détacha tandis qu'elle tournait parmi ses voiles. Par pudeur, sans doute, la jeune femme se pencha brusquement pour cacher une nudité s'accommodant mal des lieux, et tenter de réassurer son vêtement. Mais dans son mouvement, elle laissa s'échapper le serpent qui disparut sous les tables ! L'incident provoqua quelques émotions parmi les convives. D'aucuns, les plus proches, grimpèrent sur les tables, craignant le contact du reptile, au demeurant non venimeux. D'autres, fourchettes en main, se lancèrent à sa poursuite, prétendant qu'ils allaient enfin consommer quelque chose de consistant...

Un page en tenue vint porter secours à la belle, l'aidant à fixer son équipement. La danseuse se pencha alors pour tenter de repérer son serpent. Mais son bustier la trahit à nouveau ! Ce second incident sonna le début d'un défoulement général : cris et rires, chants en langages divers, jets de reliefs de repas en tout genre d'une table à l'autre, le ton était donné, et la soirée bascula dans le burlesque intégral. Chris Kidd, un joyeux compagnon, dont nous saluons la mémoire, absolvait ses pêchés, torse nu, à la table du Comte et de la Comtesse, tandis que Poul Harremoes, dont nous honorons tout autant la mémoire, laissait transparaître un esprit malicieux dont il n'allait plus jamais se départir.

Le retour à la résidence universitaire de Southampton fut pour le moins agité, et la soirée se poursuivit, pour certains, fort tard dans la nuit, dans les chambres d'étudiant mises à la disposition des congressistes. D'aucuns, d'origine latine pour l'essentiel, pensaient que le ton du Congrès allait s'en trouver radicalement modifié et remettaient déjà en question leurs a priori quant aux comportements réservés de leurs camarades britanniques. Mais le lendemain matin, dans la grande salle du « breakfast » ces derniers ne laissaient rien paraître de leur agitation nocturne, si ce n'est, peut être, pour les moins aguerris sans doute, quelques traces de lassitude...

Ce premier congrès des hydrologues urbains, et sa soirée de gala, scellèrent des collaborations durables, attestant si besoin était, qu'il n'est pas nécessaire d'être désagréable pour être pris au sérieux. C'est d'ailleurs à cette occasion que les joyeux fêtards d'un soir décidèrent de se revoir trois ans plus tard, à Chicago, pour jeter les bases définitives de leur association : le Joint Committee qui, depuis, organise, tous les trois ans, une conférence internationale.

Retrouvez de nombreux textes écrits par Michel Desbordes sur le site d'ARCEAU :

<http://www.arceau-idf.fr/micheldesbordes>



ARCEAU IDF

16 rue Claude Bernard
75005 Paris

www.arceau-idf.fr

Responsable de la publication et réalisation : Irina Severin, directrice d'ARCEAU IdF :

irina.severin@arceau-idf.fr